

25/2/2014



Nations Unies

# Conseil de sécurité

## CS/11295

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

7118<sup>e</sup> séance – matin

#### **MOYEN-ORIENT: « NOUS APPROCHONS UN MOMENT DÉCISIF », DÉCLARE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES, PARLANT DE LA QUESTION ISRAËLO-PALESTINIENNE**

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, a, ce matin devant le Conseil de sécurité, appelé de ses vœux un règlement global en 2014 de la question israélo-palestinienne par la concrétisation de la vision de deux États pour deux peuples vivant côte à côte en paix dans des frontières internationalement reconnues. « Nous approchons un moment décisif », a-t-il déclaré.

« Les efforts déployés au cours des sept derniers mois pour parvenir à un règlement de la question israélo-palestinienne, à travers une solution négociée prévoyant deux États, n'ont jamais été aussi près, dans une période récente, d'apporter une contribution réelle et nécessaire à la stabilité régionale », a affirmé M. Feltman, qui présentait au Conseil de sécurité l'exposé mensuel du Secrétariat sur la situation au Moyen-Orient.

« Il est donc dans notre intérêt collectif, et dans ceux aussi bien des Israéliens que des Palestiniens, d'investir dans la réussite de ce processus, et de s'assurer qu'il est crédible et juste pour les deux parties », a ajouté le Secrétaire général adjoint.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'ONU a estimé que le long travail entrepris ces derniers mois par le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, afin de répondre aux aspirations et aux préoccupations israéliennes et palestiniennes de manière équitable et équilibrée, « a ouvert un horizon politique crédible en vue d'une solution à deux États ».

« Toute initiative politique significative doit continuer à tendre vers un règlement global de la situation », a dit M. Feltman, précisant qu'elle devait aussi « répondre à toutes les questions portant sur le statut final », conformément aux principes énoncés dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, des principes de Madrid à la Feuille de route et aux accords antérieurs conclus entre les parties.

M. Feltman a dit aussi compter « sur la poursuite du soutien à ces efforts par les intervenants régionaux », soulignant ainsi l'importance de l'Initiative de paix arabe, qui est « le moyen le plus viable pour parvenir à la paix régionale et obtenir des avantages socioéconomiques et de sécurité pour tous les peuples du Moyen-Orient ».

Comme le Secrétaire général l'a déclaré devant le Conseil de sécurité le mois dernier, « si les dirigeants sont prêts à prendre les décisions courageuses requises, il poussera en avant sur l'ordre du jour positif des dividendes de la paix pour les deux parties », a estimé M. Feltman.

« En fin de compte, l'intention véritable de poursuivre la paix exige un leadership fort », a

ensuite affirmé M. Feltman, notant que pour les Palestiniens, un accord de paix négocié doit contenir la promesse pour la Palestine d'aboutir au plein statut d'État Membre, pleinement reconnu et jouissant d'un statut égal à celui des autres États, tandis que pour Israël, une solution négociée à deux États est la seule possible pour lui apporter la sécurité et la reconnaissance qu'il mérite dans la région et au-delà ».

« La situation sur le terrain reste fragile », a cependant expliqué M. Feltman, soulignant que les affrontements avaient augmenté dans et autour des camps de réfugiés palestiniens, et ceci particulièrement au début de février dans les camps d'Al Arrub et d'Al Jalazun, suite à l'assassinat, le 29 janvier, d'un Palestinien d'Al Jalazun qui aurait ouvert le feu sur les Forces de sécurité israéliennes.

Le Secrétaire général adjoint a ensuite détaillé les événements liés à la poursuite de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est, laquelle, a-t-il dit, est « illégale et érode l'espoir de parvenir à la solution à deux États en sapant les pourparlers de paix en cours ». Il a également évoqué les démolitions d'habitations palestiniennes, en particulier dans la vallée du Jourdain et à Jérusalem-Est; les entraves par Israël à la livraison, par la communauté internationale, d'abris d'urgence et d'autres formes d'assistance aux Palestiniens; et la pratique continue, par Israël, de la détention administrative, y compris de membres du Conseil législatif palestinien élus et de six prisonniers qui sont en grève de la faim depuis janvier.

En ce qui concerne la bande de Gaza, M. Feltman a relevé des « signes inquiétants », qui témoignent d'une érosion de l'accord de cessez-le-feu de novembre 2012 dans ses deux principales exigences: la fin des hostilités et l'ouverture de points de passage pour les personnes et les biens. Au cours des deux derniers mois, les tirs de roquettes sur Israël, les incidents de frontière et les opérations israéliennes faisant des morts ou des blessés parmi les civils ont été plus nombreux, a-t-il indiqué.

« Nous sommes profondément préoccupés par cette montée de la violence et appelons toutes les parties à agir en conformité avec le droit international », a-t-il déclaré.

De même, en raison de la fermeture permanente de la bande de Gaza, la situation humanitaire continue de se détériorer, a noté M. Feltman. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a besoin d'urgence de 30 millions de dollars pour soutenir les opérations d'urgence critiques à Gaza, sans laquelle l'aide alimentaire sera réduite, a-t-il prévenu. M. Feltman a appelé tous les donateurs à contribuer aux appels d'urgence de l'UNRWA.

Parallèlement, les efforts pour réduire la fracture entre fractions palestiniennes ont continué, a-t-il poursuivi, précisant que des délégations du Fatah et du Hamas s'étaient réunies à Gaza pour discuter de la mise en œuvre des accords de réconciliation existants, y compris la formation d'un gouvernement de consensus national dirigé par le Président Mahmoud Abbas et l'organisation d'élections générales.

Pour ce qui est de la situation en Syrie, « où subsiste le besoin urgent d'une solution politique », M. Feltman est revenu sur la Conférence internationale convoquée à Montreux, le 22 janvier dernier, par le Secrétaire général, puis sur les deux séries de pourparlers intrasyriens qui ont suivi, la deuxième s'étant achevée le 15 février.

Le Représentant spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, M. Lakhdar Brahimi, doit, dans les prochaines semaines, informer le Conseil de sécurité sur ce processus, dont les progrès, a-t-il dit, « sont à ce jour « limités », confirmant ainsi le « désaccord profond entre les deux parties ».

M. Feltman a également souligné la satisfaction du Secrétaire général après l'adoption, samedi dernier par le Conseil de sécurité, de la résolution [2139 \(2014\)](#) sur la situation humanitaire en Syrie.

Les hostilités en cours en Syrie continuent d'influer sur la communauté vulnérable des réfugiés de Palestine, a également affirmé M. Feltman, faisant état d'une détérioration de la situation dans le camp de Yarmouk, situé près de Damas.

Il a appelé toutes les parties à accorder à l'UNRWA un « accès ininterrompu à la population civile de Yarmouk et à autres zones civiles ».

La situation au Golan continue, quant à elle, d'être « très préoccupante », a par ailleurs observé le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, y faisant état de « violents affrontements entre les forces syriennes et des membres armés de l'opposition » et de bombardements à proximité de la zone de séparation.

Au Liban, la formation d'un gouvernement « d'intérêt national » est un « pas positif important dans un contexte de tensions persistantes découlant d'une série d'attentats terroristes meurtriers, ainsi que d'incidents liés à des bombardements et à des tirs de l'autre côté de la frontière syrienne », a poursuivi M. Feltman.

Il a de même rappelé les différents attentats perpétrés le 21 janvier à Haret Hraik, dans la banlieue de Beyrouth, et le 1<sup>er</sup> février à Hermel, qui tous deux sont l'œuvre de la branche libanaise du Jabhat al Nusra. Il a également cité les attaques survenues le 3 février à Choueifat, dans le sud de Beyrouth; et le 19 février à Bir al Hassan, dans la banlieue de la capitale libanaise, cette dernière action, qui visait le centre culturel iranien, ayant été revendiquée par les brigades Abdallah Azzam.

Des bombardements à partir de la Syrie ciblant les zones peuplées de la Beqaa, au Liban, ont tué deux personnes dans la région d'Akkar, tandis qu'à Tripoli, la poursuite des combats entre les communautés alaouite et sunnite a fait au moins cinq morts, dont un soldat libanais, a d'autre part indiqué M. Feltman.

Enfin, la situation dans la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et le long de la Ligne bleue « est restée calme, en dépit de violations aériennes israéliennes presque quotidiennes de l'espace aérien libanais », a-t-il dit. Le Secrétaire général adjoint a tenu à saluer l'offre de la France d'accueillir, à Paris le 5 mars, une réunion du Groupe international de soutien en vue de soutenir le processus politique au Liban et les institutions de l'État.

\* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**